

## Où se trouve la Birmanie aujourd'hui, en 2005 ?

Auteur : Somchai Mana

La Birmanie (1), est devenue le Myanmar, appellation décrétée par la junte militaire (SLORC puis SPDC) (2) ayant pris le pouvoir en 1988 sur les 50 millions d'habitants du pays et qui le dirige d'une main de fer. Ce n'est pas seulement le nom du pays qui a changé mais aussi le nom des villes, des provinces, des fleuves, des rues, même le nom de la capitale est aujourd'hui devenu Yangon, au lieu de Rangoon (ce qui signifie « la fin de la lutte »), nom jadis donné par les colonisateurs anglais restés sur le territoire birman pendant cent vingt ans, jusqu'à ce que le Général Aung San amène le pays à son indépendance le 4 janvier 1948.

L'histoire politique contemporaine de la Birmanie commence à l'aube du XX<sup>ème</sup> siècle lorsque, dans ce pays alors sous occupation anglaise, une poignée de jeunes privilégiés ayant reçu leur éducation en Angleterre, retournèrent au pays avec des sentiments de patriotisme et de nationalisme ; cette nouvelle génération organisa alors la lutte pour l'indépendance. Ces jeunes érudits se sont fait connaître sous l'appellation de « Thakins » (ce qui veut dire « maîtres », mot que les Birmans devaient utiliser pour s'adresser aux Britanniques) mais voilà que les rôles tendaient maintenant à s'inverser.

La deuxième guerre mondiale a alors été déclarée et les jeunes nationalistes ont saisi cet événement comme une occasion pour négocier avec les Britanniques et tenter de recouvrer certains droits en échange de leur alliance durant cette guerre. Les négociations échouèrent et le Général Aung San (un des Thakins) fut pourchassé par les Britanniques ; il se réfugia auprès du nouvel occupant japonais puis s'enfuit au Japon. Il retourna brièvement en Birmanie pour chercher les 29 autres Thakins afin qu'ils puissent suivre une formation militaire ; ainsi se forma le groupe des « trente camarades ». Les Japonais initialement promirent l'indépendance de la Birmanie, mais à la grande déception des jeunes nationalistes birmans, les promesses des Japonais s'avèrent être des mensonges et, de nouveau, le pays se trouva au pouvoir de nouveaux colonisateurs, asiatiques cette fois-ci.

Se retrouvant piégés dans cette situation, la carte que les Birmans décidèrent de jouer fut de se retourner vers les Britanniques et de leur demander de l'aide pour chasser ces nouveaux envahisseurs. Le Général Aung San entama des négociations avec Lord Mountbatten en octobre 1943 et se proclama allié des Britanniques avec son armée, la « Burma Independence Army », devenue par la suite, en mars 1945, la « Burma National Army ». Parallèlement, le Général Aung San avait créé un parti politique nommé l'« AFPFL » (Anti-Fascist People's Freedom League), ayant pour objectif de

prendre la responsabilité du gouvernement du pays. Fin mai 1945, les Japonais quittèrent la Birmanie.

Les négociations que le Général Aung San avait lancées avec les Britanniques aboutirent à l'indépendance du pays le 4 janvier 1948, jour propice choisi par les Birmans sur la recommandation d'astrologues. Cependant, parmi les membres associés de l'« AFPFL », du fait de négociations qui ne satisfaisaient pas certaines fractions du parti, surgissent deux branches, l'une portée vers le communisme et l'autre plutôt conservatrice. Un certain U Saw n'approuvait pas la manière dont Aung San avait mené les négociations avec les Britanniques ; un complot contre Aung San fut donc manigancé. Le général Aung San est assassiné en juillet 1947, un an avant l'indépendance. En ce début de 1948, l'« AFPFL » confie à Thakin U Nu, un des trente camarades, le gouvernement du pays.

U Nu, fervent bouddhiste, homme juste et honnête, restera au pouvoir pendant toute la période de 1948 à 1962. Pendant des siècles, les Birmans avaient vécu sous la monarchie absolue puis sous un régime colonial ; ils n'avaient jamais connu ni la liberté ni une véritable démocratie. Sous U Nu, la Birmanie était enfin capable de se tenir sur ses propres pieds et de faire face au monde extérieur.

L'économie birmane s'améliorait, le peuple envisageait son futur avec espoir et le pays commençait à s'ouvrir ; à cette époque, si nous devons donner une preuve de cette prospérité en émergence, ce fut la première – et la dernière – fois dans son histoire que le pays fut le deuxième exportateur de riz mondial.

Pendant les années U Nu, le peuple birman a connu une période de paix et de tranquillité, sans que l'on puisse toutefois dire que le pays avait vu tous ses problèmes résolus. Il restait en effet à résoudre la question du conflit avec les différentes ethnies qui réclamaient leur indépendance et à gérer les différents partis composant le gouvernement, lesquels commençaient à s'agiter. U Nu, en grand désarroi, demanda son aide au Général Ne Win, un des trente camarades, qui avait à cette époque le commandement de l'armée birmane « le Tatmawdaw » chargé de la sécurité du pays. Ce choix fut fatal pour la Birmanie, le Général Ne Win mena un coup d'Etat en 1962 et renversa U Nu qui dut alors s'exiler.

Pendant les décennies après 1962 et au fur et à mesure de l'ascension et de l'installation de Ne Win au pouvoir, la Birmanie devint un des pays les plus pauvres du monde. Cette politique d'isolement fit que beaucoup d'observateurs nommèrent alors la Birmanie un « hermit state », le totalitarisme et la dictature militaire confondus avaient amené, entre autres, l'économie birmane à l'agonie. « La voie birmane vers le socialisme » et le BSPP (Burma Socialist Programme Party) le parti politique de Ne Win entraînaient la Birmanie vers le naufrage.

La situation économique et sociale n'étant désormais plus maîtrisable, en 1988, Ne Win décide de laisser la place à de jeunes généraux de son armée afin qu'ils assurent le pouvoir. Au même moment, la population après des décennies de répression et de misère, lança un grand soulèvement, initié par les étudiants et suivi par

toute la population, moines bouddhistes inclus. Le 8 août 1988 est gravé comme un jour noir dans l'histoire du pays ; tout a été brutalement brisé sous le feu de l'armée birmane dirigée à ce moment par un certain Khin Nyunt, chef du contre-espionnage et de l'intelligence militaire.

Il y a eu alors des milliers de morts dans les rues, les hôpitaux et geôles de la capitale. Le jour des quatre « 8 » est devenu un symbole et les Birmans utilisent ce 8/8/88 en référence à cette journée historique. En 1990 le NLD (National League for Democracy) dirigée par Aung San Su Kyi, fille du Général Aung San, libérateur de la Birmanie colonisée, gagne les élections avec 90% des voix, mais la junte militaire se renomme SLORC (2) et conserve le pouvoir grâce à une répression accrue.

Aung San Su Kyi, Prix Nobel de la paix en 1991, est maintenue actuellement en résidence surveillée depuis mai 2003. La junte, renommée depuis SPDC (2), a même prolongé son assignation à résidence d'une année supplémentaire ainsi que pour U Tin Oo, un membre de NLD. Les membres du NLD demandent que soit entamé un dialogue avec la junte pour avancer vers une nouvelle constitution. Cependant, les conventions nationales organisées par la junte chaque année ne laissent pas d'ouverture vers un dialogue constructif. En parallèle, les membres du NLD continuent d'être contrôlés et souvent harcelés, arrêtés, emprisonnés.

La tentative d'ouverture du pays vers l'extérieur, nouvelle orientation de la junte, marquée par l'année du tourisme en 1996, afin d'encourager les investisseurs étrangers à venir en Birmanie, a peut être changé l'apparence de façade de ce pays, après le semblant d'abandon de la politique d'isolation que Ne Win a adopté mais, cependant, la situation économique demeure toujours aussi désastreuse et l'armée maintient ses contrôles musclés et c'est seulement une infime partie de la population qui profite de cette ouverture gérée par une minorité corruptrice

La Birmanie est dans les mains des généraux et de l'armée « Tatmadaw » financée 40% du budget national ; en parallèle a été également créé ce qui est nommé le « military intelligence (MI) », dont le Général Khin Nyunt tient les rênes. C'est ce même homme qui a géré la répression des étudiants lors des événements du quatre « 8 ». Celui-ci, qui croyait sa position forte dans la junte du fait du contrôle qu'il a sur le MI, a été éjecté de son trône par le Général Than Shwe, le numéro « un » de la junte militaire, ceci avec la coopération d'autres généraux comme Général Maung Aye. En octobre 2004, Khin Nyunt a été accusé de corruption et de détournement de fonds. Khin Nyunt et son équipe du MI ont été arrêtés et sont actuellement emprisonnés, torturés et parfois jugés. Ainsi la junte militaire en est à appliquer à ses membres ses propres méthodes.

Est-ce qu'il pourrait y avoir des changements, bons ou mauvais, pour la Birmanie ? Beaucoup pensent que l'armée est trop puissante et que le peuple étant désarmé face à une répression extrêmement forte, la situation peut sembler devoir demeurer immuable ; la seule option pour un changement viendra peut-être de l'intérieur de la junte, l'année 2005 a commencé avec une scission parmi les généraux qui en sont membres. Le numéro 1, le Général Than Shwe défendra vivement sa place. De plus, le remplaçant de

Khin Nyunt, le Lt. Soe Win avait commandité l'affaire « Depayin », région située en Haute Birmanie ou, en mai 2003, le cortège d'Aung San Su Kyi et de ses supporters avaient été attaqués et où la lauréate du prix Nobel avait été séquestrée dans son véhicule, immobilisé pendant une dizaine de jours ; à cette occasion, il y a eu une centaine de morts et Aung San Su Kyi a été blessée de même que U Tin Oo, le porte-parole de NLD ; ils sont depuis maintenus en résidence surveillée. La junte se régénère de l'intérieur au gré des incidents issus de conflits d'intérêts personnels ou de luttes d'influences internes et font monter aux commandes de l'Etat des personnes ayant les mêmes pratiques répressives.

L'année 2005 commence avec un événement pitoyable qui a été décrit de façon presque caricaturale dans la presse locale comme le « combat des cow-boys » : au cours d'une réunion des trois généraux et de leurs officiers, des coups de feu ont été échangés qui se sont terminés par le décès de l'assistant personnel du Lt-Gen Soe Win, le Lt-Col Bo Win Tun, âgé de 42 ans. Aucune explication précise n'est alors fournie par la junte, seules des rumeurs et des hypothèses se sont propagées parmi la population et dans l'opinion internationale. Le nouveau Premier Ministre Lt-Gen Soe Win est déjà en position difficile puisque l'instigateur de « Depayin » a organisé ce massacre sans que Than Shwe et Muang Aye ne soient au courant ; il se présente, vis-à-vis des généraux, comme un homme dont les intentions ne peuvent qu'être nuisibles. Va-t-il suivre le même chemin que son prédécesseur ? Par ailleurs, des sources birmanes déclarent que Maung Aye est un homme malade et consacre son temps à faire le tour des sanctuaires bouddhiques pour tenter de soigner sa mauvaise santé et pour garder sa place.

Depuis la sortie de Khin Nyunt du paysage politique, la junte manque de stabilité et d'unité. Un diplomate résidant sur place a décrit la situation politique de la manière suivante : c'est comme si « on conduisait dans le noir sans freins » (journal 'Irrawaddy' (3)). La persécution des associés et des proches de l'ex-premier ministre se poursuit et les déclarations de ces personnes, faites pour se protéger, risquent fort d'engendrer d'autres arrestations et poursuites. Le numéro 1, le Général Than Shwe, ne laissera en aucun cas sa place et il élimine toute personne susceptible de mettre en danger son trône. On se dit que Than Shwe se considère comme un vrai roi, dans la tradition historique birmane, et que maintenant il possède un contrôle total sur le pays grâce aux deux puissants leviers qu'il a en mains, l'armée et le renseignement (tenu autrefois par Khin Nyunt).

Selon les rumeurs que l'on peut entendre en Birmanie, Khin Nyunt et son équipe de MI (Military Intelligence) avaient atteint de tels potentiels et une telle puissance que le numéro 1 Than Shwe n'avait d'autre choix que de l'éliminer avant que ce dernier n'agisse contre lui. Les médias décrivent la situation comme tumultueuse entre les généraux, que l'on retrouve désignée en tant qu'un « dog-eat-dog business » (DVB (4)). Celui qui tire le plus vite sera le gagnant. Si la déclaration qu'un diplomate a faite sur Than Shwe disant que « Than Shwe sait que son pays doit sortir de la marginalité et qu'il ne veut pas demeurer dans son isolement » est juste, il y a peut-être une lueur d'espoir, les réformes pourraient – qui sait ? – être mises en place tôt ou tard.

Le parti d'opposition, le NLD, dont le leader est Aung San Su Kyi qui, depuis son arrivée sur la scène politique, a souvent été assignée à résidence, avec quelques moments de liberté où elle a eu la possibilité de rencontrer le peuple et de faire quelques discours ; elle est étroitement surveillée par la junte, tout comme les autres du membres du NLD ; sa force et sa détermination pour la démocratie dans son pays restent très intenses et sa lutte au nom de sa philosophie pacifique pour obtenir un réel dialogue avec la junte reste permanente. D'après des récentes nouvelles parues dans le journal « Irrawaddy », la sécurité de Aung San Su Kyi est actuellement réduite car ses gardes du corps et assistants ont été pour partie arrêtés. De nombreux membres du NLD de certaines provinces, comme l'état Shan (abritant une ethnie importante au nord-est) ont été arrêtés pour des motifs inconnus.

Dans ce contexte, la Birmanie, membre de l'Asean, doit prendre la présidence en 2006 de l'Union. Cela sera-t-il possible ? La position de l'ASEAN vis-à-vis de la Birmanie est claire en ce sens qu'elle déclare qu'il n'y aura pas d'interférences avec les affaires internes des pays concernés et qu'elle maintient techniquement sa « constructive engagement policy » avec Rangoon. Cependant, la crédibilité et la légitimité de cette association vis-à-vis du monde occidental reste toujours à être prouvée. L'ASEAN a accepté la Birmanie et sa junte comme membre en sachant clairement que c'est un pays où les droits de l'homme sont bafoués, où un prix Nobel de la paix est incarcéré, où le gouvernement illégitime est corrompu par les narcotrafiquants et a recours aux arrestations sommaires comme aux travaux forcés.

La Birmanie est-elle en position de tenir son rôle de présidence ? L'ASEAN avait espéré que la junte militaire assouplirait sa politique depuis son admission en 1996 et que l'ouverture au monde extérieur, en 1990, l'entraînerait tôt ou tard vers un modèle plus démocratique. Au sein de l'ASEAN avait surgit la question d'expulser la Birmanie de l'association, mais si l'on analyse les pays membres de près, les dirigeants de ces pays trouvent de grands intérêts aux échanges économiques avec la Birmanie où les richesses comprennent notamment : pierres précieuses, gaz naturel, teck, etc. ceci sans parler d'une population qui constituera tôt ou tard un marché aux forts besoins en consommation.

Les différents voisins de la Birmanie ont tous des relations et des arrangements avec la junte :

- La Chine a besoin stratégiquement d'un accès vers le Sud, ses bases d'écoutes militaires, autour des îles Coco, sont bien établies et sont accompagnées d'un soutien par la fourniture d'armement au régime ; à la frontière chinoise, au nord, de nombreux immigrants passent la frontière et se livrent à de nombreuses activités commerciales et autres ; c'est ainsi que la majeure partie de l'économie de Mandalay est dans les mains de la communauté chinoise, ceci avec l'appui de la junte.
- L'Inde, pro-démocrate et historiquement opposée à la junte, a récemment retourné sa position : le Général Than Shwe s'est rendu en Inde et y a été accueilli en chef d'Etat, l'Inde voulant acheter du gaz birman tout comme les Thaïlandais, ceci à un prix préférentiel (annonce de la radio BBC le 14 mars 2005).

- Singapour, est un des grands investisseurs en Birmanie dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme, mais aussi dans la vente d'armements et dans le blanchissement de fonds. Singapour a toujours soutenu la junte et le fils de Khin Nyunt, marié à une Singapourienne (ce qui fit scandale : Khin Nyunt avait décidé de déshériter son fils pour cet acte de trahison qu'était se marier avec une étrangère) qui est devenu le patron du réseau Internet « Bagan Cybernet », un des plus grands en Birmanie et où les utilisateurs versent des sommes importantes pour avoir accès à l'Internet. Dans ce pays de 50 millions d'habitants, seuls 0,02% de la population ont les moyens d'utiliser l'Internet. L'argent ne suffit pas car il faut de plus de bonnes relations avec la junte pour obtenir une licence.
- La Thaïlande a souvent eu des relations tendues avec la Birmanie et elle fermait de temps à autre sa frontière ; ceci était dû principalement à des incidents de frontières du fait de la fuite des Birmans à la suite des événements du 8/8/88 et des ravages produits dans la jeunesse thaïlandaise du fait du trafic d'amphétamines importés clandestinement de Birmanie. En 2004, le premier ministre Thaksin Shinwatra, réélu, place les affaires avant la politique et la junte militaire risque ainsi d'avoir un autre allié qui lui permettra de renforcer son contrôle sur les activistes pro-démocratie en Thaïlande : selon Sunai Phasuk, consultant auprès de l'Asia Human Rights Watch, le premier ministre soutient la thèse que la détention d'Aung San Su Kyi est « raisonnable et convaincante » (3). Nous avons là le risque clair que ce voisin fasse tout ce qui lui est possible pour maintenir la junte en place. La société PTT (Petroleum Authority of Thailand) a des parts dans le « Yadana », consortium créé par le 4<sup>ème</sup> géant mondial de pétrole, Total qui fournit le gaz birman à la Thaïlande à un coût 18 fois plus élevé que le gaz thaïlandais lui-même. Il est difficile de comprendre pourquoi le PTT a signé un contrat GSA (Gas Sales Agreement) avec le « Yadana » pour 525 MMcf/d (million cubic feet of gaz par jour), que ceux-ci soient utilisés ou non. La transaction est très chère.
- La Malaisie joue également un double rôle car elle fait des affaires avec la junte mais, dans le même temps, elle est le seul pays d'Asie qui entreprenne des efforts pour un changement politique en Birmanie. On voit par exemple que plusieurs visites de Monsieur Ismail Razali (envoyé spécial des Nations Unies) à Yangon, la capitale, ont été faites pour essayer d'établir un dialogue entre le NLD et la junte, ceci sans succès. Sa dernière visite date d'avril 2004 et, depuis, la junte lui refuse l'accès dans le pays sous le prétexte que le temps n'est pas propice pour une visite. Pareillement, Paulo Sergio Pinheiro, rapporteur spécial de la Commission des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, voit son entrée dans le pays bloquée.

Tous les ans, les Nations Unies et son Haut Commissariat aux Réfugiés (UNHCR) prennent des résolutions sur la Birmanie, demandant une gouvernance juste et bonne, plus de démocratie, plus de justice sociale et le respect des droits de l'Homme et, en particulier, la libération d'Aung San Su Kyi. Cependant ces appels sont ignorés car les

résolutions de cette organisation ne sont pas des obligations légales. La junte se permet ainsi d'ignorer ces résolutions et ceci en toute impunité.

Cependant, une autre agence des Nations Unies, l'ILO (International Labour Organisation) joue un rôle plus effectif, qui sert de levier pour imposer des réformes à la junte, car il y a une pression de la part des syndicats de commerce internationaux pour imposer des sanctions à Yangon. Lorsque l'ILO demande des sanctions, les syndicats maritimes peuvent boycotter les chargements ou déchargements des cargos birmanes, nuisant ainsi gravement aux exportations birmanes. Au travers des actions de l'ILO, il y aura peut-être un changement pour la Birmanie car cette pression, de nature commerciale, est probablement la seule qui puisse avoir quelque effet.

L'ASEAN, avec ses principes d'engagement constructif, et les Nations Unies oeuvrant pour la réconciliation entre les deux parties n'avancent pas ; toutefois cela devient une affaire critique pour l'ASEAN qui ne veut pas nuire à sa réputation vis-à-vis du monde occidental. L'ASEAN est face à l'immobilité de la junte qui devrait mener la présidence l'année prochaine : la pression monte et le temps presse, l'ASEAN sait que la Birmanie n'est pas en mesure de rejoindre les conventions internationales et se révélera en conséquence incapable de représenter l'ASEAN. Il était question que la Birmanie soit éliminée de l'organisation l'an passé. Cette proposition resurgit de nouveau.

L'AIPMC (The Asean Inter-Parliamentary Myanmar (Burma) Caucus constituée de représentants de la Malaisie, de Singapour, de l'Indonésie, de la Thaïlande, des Philippines et du Cambodge, exige que les gouvernements prennent des mesures sévères contre la Birmanie. Ils veulent que la politique birmane évolue vers une démocratisation et que des engagements constructifs soient pris pour établir un véritable dialogue avec le parti principal d'opposition, le NLD, ce qui serait concrétisé avec la libération immédiate de Aung San Su Kyi.

En février dernier, la junte a refusé l'entrée d'une mission envoyée par le caucus de AIPM pour examiner la situation et discuter avec la junte comme le NLD. La junte déclara que le moment n'était pas propice car la convention nationale était en route et apparaissait primordiale pour l'avenir de la Birmanie.

Autrefois, l'ASEAN semblait insensible face aux problèmes considérés comme interne à ce pays mais, maintenant, avec le risque représenté par la présidence birmane de l'ASEAN laquelle pourrait sérieusement dévaloriser et délégitimer l'organisation, la réaction est différente ; c'est une nouveauté qui peut mener vers des résultats positifs et rapides.

Pendant que les choses évoluent du côté de l'Asie, le monde occidental durcit ses positions. Le Président G.W.Bush a signé le « Burmese Freedom Democracy Act » le 28 juillet 2003 qui autorise :

- 1) à aider les activistes pro-démocratie birmanes
- 2) à bloquer les fonds en banques issus du pays
- 3) à interdire l'achat de propriétés sur le sol américain

4) à interdire la délivrance de visas pour tous les officiers birmans.

Durant la période 1995-2003, le « Free Burma Coalition (FBC) », groupe d'opposition installé aux Etats Unis a fait pression sur le gouvernement américain pour faire appliquer des sanctions contre la Birmanie : cela a contribué à la fermeture d'usines de textile et de fabrication de chaussures à partir de 2003. En outre, « Unocal » (société pétrolière américaine ayant une participation dans le projet « Yadana », projet de gazoduc entre la Birmanie et la Thaïlande mené par Total) a vendu ses parts lors du commencement des sanctions américains. Unocal est attaqué par la justice californienne sur la base de plaintes déposées par des Birmans exilés aux Etats-Unis pour avoir enfreint les droits de l'homme, la construction du gazoduc ayant eu recours massivement au travail forcé ; aujourd'hui, la junte engrange 250M\$ par an sur la vente de gaz à la Thaïlande ; la société PTT (Petroleum Authority of Thailand) ayant consenti de payer le gaz birman, comme nous l'avons dit précédemment, 18 fois plus cher que le gaz thaï : les raisons ne peuvent pas être justifiées par les autorités thaïes. Dans l'article « The Burma-Thailand Gas Debacle » Bruce Hawke écrit dans l'Irrawaddy de novembre 2004 que la situation sera ironique si les armes que l'armée birmane se procure seront un jour utilisées contre la Thaïlande, l'ennemi héréditaire, alors que les deux armées se confrontent de temps à autres à la frontière.

Du coté européen, seule l'Angleterre applique des sanctions : le premier ministre Tony Blair a annoncé ouvertement que faire du tourisme en Birmanie revient à soutenir les violations des droits de l'Homme, les tortures dans les prisons, le travail forcé, l'emploi des enfants soldats et l'expropriation des terres des paysans. Il déclare que le tourisme en Birmanie est un acte de soutien à la junte et peut aider à faire durer la répression contre le peuple. Cependant, les touristes français et italiens demeurent les plus nombreux. La France reste prudente sur les attaques contre la Birmanie (puisqu'elle sa plus grande société Total est impliquée avec la junte). L'affaire Total avait fait surgir des contestations parmi les média il y a quelques années et plusieurs reportages ont été consacrés à propos de Total qui soutenait la junte et tout le monde était au courant que des abus humains étaient commis durant la construction du fameux gazoduc « Yadana ». (Voir rapport Total) (7).

A la fin de 2004, le Tsunami a dévasté l'Asiedidud et du sud-est mais la Birmanie a été beaucoup moins touchée que ses voisins avec moins de 90 morts dans le sud du pays, dans la région de Tenasserim. Les victimes du Tsunami ont été essentiellement les pêcheurs et les Moken (5). Cependant les confirmations de disparus ne sont pas communiquées non plus que des statistiques. Les Birmans les plus touchés sont ceux qui, réfugiés en Thaïlande, travaillaient clandestinement à Phuket et dans les régions du sud. Leur statut illégal ne leur permet pas d'être aidé par le gouvernement thaïlandais, ils craignent d'être refoulés en Birmanie si les autorités découvrent leur situation. Quelques associations humanitaires leur portent secours mais il reste en beaucoup en situation très précaire.

Aujourd'hui les oreilles à Yangon s'orientent vers le procès des ex-militaires et autres personnalités proches de l'ex-premier ministre. Certains craignent que l'affaire puisse remonter loin, vers d'autres affaires cachées et que cela risque d'engendrer

l'implication d'autres militaires et d'autres personnes si un procès judiciaire était ouvert et mené jusqu'à son terme.

Quelques prisonniers politiques emprisonnés, tels les premiers étudiants activistes qui se sont soulevés au moment des événements de 1988, ont été libérés ainsi qu'une partie des membres du NLD dans les provinces. Quelles sont les intentions que l'on doit deviner derrière ces manoeuvres ? Certains interprètent cet acte comme un certain assouplissement et éventuellement comme un changement. Le temps presse, la population jeune s'impatiente, l'opposition est également en position difficile car on critique les membres du NLD « des octogénaires trop bureaucratiques, trop lents dans les décisions et finalement spectateurs, faisant du « fence sitting » (propos recueillis à la BBC (6) littéralement « s'asseoir et attendre »).

Les beaux jours sont loin d'être envisageables à court terme pour la Birmanie, mais tous les Birmans les attendent patiemment sous les lois du Dhamma et du Bouddha. Le pays ne perd pas sa beauté et sous ses pagodes dorées, elles rayonnent et elles rayonneront un jour sur tous les Birmans.

#### **Références:**

1. Le rapport de Gustave Hoffmann donne des explications détaillées disponibles sur site Internet.
2. SLORC: State Law and Order Restoration Council, devenu en 1997 le SPDC; State Peace and Development Council.
3. Irrawaddy: <http://www.irrawaddy.org/>
4. DVB, Democratic Voice of Burma: <http://english.dvb.no/>
5. Moken : Peuple de pêcheurs itinérants du Tenasserim, nommés parfois les gitans de la mer.
6. BBC, British Broadcasting Corporation : <http://news.bbc.co.uk/>
7. Campaign Report Feb. 2005 "Totalitarian Oil" <http://www.burmacampaign.org.uk>